

Échec et mat : Les protestations de Washington et de l'UE contre le référendum en Crimée sont indécentes et pathétiques



La journée du 16 mars 2014 a été marquée par la tenue sans encombre du référendum en Crimée. Environ 1,515 million d'électeurs étaient invités à choisir entre deux options :

- **"Souhaitez-vous le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie en qualité de sujet fédéral ?"**
- ou **"Êtes-vous pour le rétablissement de la Constitution de la République de Crimée de 1992 et du statut de la Crimée au sein de l'Ukraine?"**.

Cette question double - passée sous silence par les grands médias occidentaux - faisait référence à une série de faits méconnus par nos concitoyens et qui sont pourtant d'une grande importance pour bien comprendre la situation dans sa globalité.

À savoir :

- a)- que la Crimée, qui était russe depuis la Grande Catherine au XVIIIe siècle, avait été donnée par la République Socialiste Soviétique de Russie à la République Socialiste Soviétique d'Ukraine en 1954 par une décision de Khrouchtchev ;
- b)- qu'après le démantèlement de l'URSS en 1991, la Crimée était restée au sein de la nouvelle Ukraine indépendante, mais y avait reçu le statut de république autonome. Conformément à sa première Constitution de 1992, la Crimée définissait ses relations avec l'État ukrainien sur la base d'accords

- c)- que la Rada suprême (parlement ukrainien) avait aboli en mars 1995 la Constitution de 1992, supprimant ainsi *de facto* l'autonomie de la Crimée.

Les résultats du référendum montrent que le rattachement à la Russie a fait l'objet d'un raz-de-marée, avec **96,6 % des votants** en sa faveur et 83,71% de participation, conformément d'ailleurs à ce que tous les observateurs et spécialistes de la région anticipaient.

Ce sont ainsi 80% des électeurs inscrits en Crimée qui ont fait la démarche active d'aller voter en faveur du rattachement de la Crimée à la Russie, et cela alors même que certaines organisations tatares avaient appelé à l'abstention.

Ce résultat attendu - qui semble avoir été obtenu dans des conditions électorales non sujettes à caution - a suscité une réaction immédiate de la Maison Blanche. Le porte-parole de l'exécutif américain Jay Carney a indiqué dans un communiqué que les États-Unis « **rejettent ce référendum qui a eu lieu aujourd'hui** », qui « **était contraire à la Constitution ukrainienne, et organisé sous des menaces de violences de la part de la Russie.** »

[
<http://www.romandie.com/news/n/ Crimée Washington rejette le referendum denonce l attitude de Moscou18160320141956.asp?>]

Cette déclaration officielle de la présidence des États-Unis est l'occasion de rappeler quelle fut l'attitude de Washington dans des cas semblables antérieurs.

Je ne rappellerai pas ici les cas du démantèlement de la Yougoslavie, et notamment de l'indépendance du Kosovo, car ils sont assez bien synthétisés dans un article récent publié sur le site du Huffington Post. Je me contente donc d'y renvoyer les lecteurs : http://www.huffingtonpost.fr/2014/03/16/referendum-crimee-histoire_n_4950521.html

En revanche, je crois utile de rappeler ici ce que fut l'attitude de Washington dans l'affaire - d'ailleurs bien plus récente - du référendum sur l'indépendance du Sud-Soudan, organisé en janvier 2011, voici 3 ans.

Ce rappel est d'autant plus intéressant à faire que **John Kerry, à l'époque Sénateur démocrate du Massachusetts et président la Commission des affaires étrangères du Sénat, était sur le devant de la scène pour apporter tout le soutien des États-Unis au... référendum organisé dans la seule province sécessionniste du Sud-Soudan.**

- **Janvier 2011 : JOHN KERRY APPORTE TOUT LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS AU RÉFÉRENDUM SUR LA SÉCESSION DU SUD-SOUDAN DU SOUDAN**

Ce soutien américain au référendum des sécessionnistes du Sud-Soudan a été bien retracé dans le reportage consacré par le très sérieux journal américain "Boston Globe" au voyage de John Kerry au Sud-Soudan en janvier 2011, que je présente ci-après :

[Attention ! La traduction de l'article américain a été faite par mes soins et je la présente donc avec les réserves d'usage. Je renvoie le lecteur intéressé au texte original :
http://www.boston.com/news/world/africa/articles/2011/01/10/kerry_hails_peaceful_independence_vote_in_southern_sudan]

The Boston Globe

HOME / NEWS / WORLD / AFRICA

Kerry hails peaceful independence vote in southern Sudan



Senator John Kerry was greeted by a Sudanese woman yesterday in Juba. (Roberto Schmidt/ AFP/ Getty Images)

By Farah Stockman
Globe Staff / January 10, 2011

Kerry salue le vote pacifique pour l'indépendance du Sud-Soudan

-- Article du Boston Globe du 10 janvier 2011 --

Le sénateur John Kerry, qui a travaillé pendant des mois pour empêcher qu'éclate une nouvelle guerre civile au Soudan, est allé dans le sud du Soudan constater les files de millions de personnes attendant de voter pour la création d'un pays indépendant, dans le cadre d'un référendum largement pacifique - et historique.

Kerry, qui préside la Commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré dans d'un entretien téléphonique qu'« **être présent à la naissance potentielle d'une nation et voir l'exubérance, l'émotion et la gratitude des gens du terrain, c'est très spécial** ». « **Vous ne pouvez pas m'empêcher d'être touché par cela. Cela m'a rendu fier de ce que notre pays a fait pour que cela se produise.** »

Le démocrate du Massachusetts a voyagé trois fois au Soudan depuis octobre, relayant les messages soigneusement formulés de l'administration du président Obama visant à conjurer une nouvelle flambée de violence. Un conflit vieux de plusieurs décennies entre le nord et le sud a déjà coûté la vie à près de 2 millions de personnes.

Jusqu'à présent, il semble que les efforts de Kerry - avec le travail d'autres émissaires venus des États-Unis, d'Europe et d'Afrique - ont marché. Malgré quelques escarmouches dans la ville frontalière d'Abyei, les terribles mises en garde sur une possible explosion des tensions ethniques semblent avoir été exagérées.

Le référendum prévu pour durer une semaine a commencé, malgré les affirmations de certains analystes sur son

« *Ils ont eu tout faux* » a déclaré Kerry par téléphone depuis Jérusalem, où il s'est arrêté pour dîner avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, sur son chemin de retour à Washington.

Une grande partie des efforts de Kerry au Soudan ont porté sur la présentation de mesures incitatives offertes par l'administration Obama aux dirigeants arabes du nord ; lesquelles comportent le retrait de l'État soudanais de la liste des États soutenant le terrorisme, afin de les encourager à accepter la perte d'un tiers de leur territoire et une partie importante de leur pétrole. Hier, Kerry envisageait avec optimisme que la possibilité de reprise de la guerre ait été évitée.

« *Je pense que le jugement fondamental à la fois du Nord et du Sud est que la guerre ne profitera à aucun des deux* » a-t-il dit. Mais il a reconnu que des questions épineuses demeurent, comme la délimitation des frontières, la fixation des critères de citoyenneté, et le partage des revenus du pétrole.

« *Il y a des risques de malentendu, d'erreurs, de mauvaises politiques* », a-t-il dit.

Kerry a dit que le succès du référendum dans le sud est en mesure de changer la dynamique de toute la région déchirée par la guerre, de même qu'au Darfour, cette région de l'ouest du Soudan où une insurrection séparatiste contre Khartoum a été écrasée par les milices arabes, soutenues par le gouvernement qui a lancé des campagnes d'extermination largement assimilables à un génocide.

Il a déclaré que le vote pacifique dans le sud pourrait renforcer la paix au Darfour, donner un élan aux négociations de paix, et aider la communauté internationale à isoler ceux qui traînent les pieds pour signer un accord de paix.

« *Je crois que le Darfour peut être résolu* », a déclaré Kerry, qui s'est rendu dans la région troublée vendredi.

Hier, Kerry a souligné ce moment historique dans un discours où il a cité les Saintes Écritures dans la cathédrale bondée de Juba, capitale du Sud-Soudan, cette région de la taille du Texas qui est en passe de devenir le plus jeune pays du monde.

« ***En tant que catholique et personne de foi, et en tant que personne impliquée dans la vie publique, je ne peux pas m'empêcher de penser à la pertinence de ce qui nous amène ici, à ce lieu de culte, et ce qui nous amène à relever le défi de la construction d'une nation*** » a-t-il lancé devant la foule toute entière debout.

Kerry est arrivé au Soudan mardi et a passé deux jours avec les dirigeants de Khartoum, la capitale du nord essentiellement arabe, qui a essayé d'imposer la loi islamique sur le Sud principalement chrétien et animiste. Toujours diplomate, Kerry a rendu hier hommage aux dirigeants du nord, en déclarant : « *Dans une certaine mesure, le nord a su rester à l'écart du chemin critique* ».

Hier matin, Kerry a visité le mausolée de John Garang, le chef rebelle du sud qui avait développé un projet démocratique pour le Soudan et qui fut tué dans un accident d'avion en 2005, à Juba. Puis il a visité les bureaux de vote, et parlé aux gens qui avaient fait la queue toute la nuit pour voter. À la cathédrale Kator, il s'est assis à côté de Salva Kiir, le président du Sud-Soudan, et lui a donné un chapeau de cow-boy.

« *Bonne chance à vous tous et bon vent sur le voyage à venir* » a-t-il dit à l'auditoire.



« Être présent à la naissance potentielle d'une nation et voir l'exubérance, l'émotion et la gratitude des gens du terrain, c'est très spécial. Vous ne pouvez pas m'empêcher d'être touché par cela. Cela m'a rendu fier de ce que notre pays a fait pour que cela se produise. »

**John Kerry, 10 janvier 2011,
au sujet du référendum sur la sécession du sud-Soudan**

- **Mars 2014 : JOHN KERRY ANNONCE QUE LES ÉTATS-UNIS CONDAMNENT LE RÉFÉRENDUM SUR LA SÉCESSION DE LA CRIMÉE DE L'UKRAINE, ET QU'ILS N'EN RECONNAÎTENT PAS LES RÉSULTATS**

Trois ans après, le changement de posture du Tartuffe John Kerry - devenu secrétaire d'État américain entretemps - est complet.

Il ne s'agit plus du Sud-Soudan mais de la Crimée. Mais il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, d'un référendum sécessionniste décidé par une partie du territoire d'un État souverain contre la volonté de ses autorités centrales.

Or, cette fois-ci, cette procédure, que John Kerry approuvait si hautement « *en tant que catholique et personne de foi, et en tant que personne impliquée dans la vie publique* » dans la cathédrale de Juba lorsqu'elle survenait au Sud-Soudan, ne trouve soudain plus du tout grâce à ses yeux.

Vendredi 14 mars, il a en effet précisé publiquement depuis Londres, où il rencontrait le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, que :

« les États-Unis qualifient d'illégitime le référendum sur le statut politique de la république ukrainienne de Crimée prévu pour le 16 mars et promettent de sanctionner la Russie en cas de tenue.

Les États-Unis ont une position claire concernant ce référendum : nous considérons qu'il est contraire à la Constitution, aux normes internationales et qu'il est illégitime. Nous ne reconnâtrons pas les résultats du référendum. »



« Les Etats-Unis ont une position claire concernant ce référendum : nous considérons qu'il est contraire à la Constitution, aux normes internationales et qu'il est illégitime. Nous ne reconnaitrons pas les résultats du référendum. »

**John Kerry, 14 mars 2014,
au sujet du référendum sur la sécession de la Crimée**

Arrêtons-nous un instant sur ces deux affirmations, qui rendraient « *illégitime* » le référendum en Crimée :

- **a) Le référendum en Crimée serait « *contraire aux normes internationales* » ?**

Venant de Washington, cet argument est aussi risible qu'odieux d'hypocrisie.

- En quoi le référendum d'indépendance au Kosovo (indépendance ardemment soutenue par Washington) - province serbe que la moitié des États de la planète continuent de refuser de reconnaître diplomatiquement - était-il davantage compatible avec les « *normes internationales* » ?
- En quoi la guerre en Irak, décidée par Washington en 2003 sans l'accord du Conseil de Sécurité des Nations-unies, et sur le motif mensonger de la détention d'armes de destruction massive par Saddam Hussein, était-elle davantage compatible avec les « *normes internationales* » ?
- En quoi la détention de prisonniers dans la prison américaine de Guantanamo, sans jugement depuis 12 ans, est-elle davantage compatible avec les « *normes internationales* » ?
- En quoi l'espionnage généralisé du monde entier, que ce soit les gouvernements et leurs administrations ou des centaines de millions d'êtres humains, est-il davantage compatible avec les « *normes internationales* » ?
- Etc.
- **b) Le référendum en Crimée serait « *contraire à la Constitution [ukrainienne]* » ?**

Là aussi, l'argument de Washington est d'une hypocrisie révoltante.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Rappelons que le coup d'État organisé à Kiev par Washington, avec les activistes néo-nazis de Svoboda et de Pravy Sektor, était totalement inconstitutionnel. Le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovich a violé l'article 111 de la Constitution ukrainienne, qui prévoit que la Cour Constitutionnelle doit se prononcer sur les accusations de haute trahison. En outre, la majorité des 3/4 est requise.

En vertu de quoi les dirigeants de Washington - qui ont violé au passage le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État posé par l'article 2 de la Charte des Nations-unies - peuvent-ils avoir l'audace de demander aux autorités de la Crimée de se conformer à des règles de droit constitutionnel qu'ils ont eux-mêmes pris l'initiative de piétiner ?

LE "2 POIDS - 2 MESURES" DE WASHINGTON ET DE L'UE N'EST FONDÉ QUE SUR LE CYNISME ET L'HYPOCRISIE

Bien entendu, le "2 poids 2 mesures" de John Kerry sur le référendum au Sud-Soudan et sur le référendum en Crimée a des explications. Des explications où les intérêts géopolitiques les plus cyniques prennent évidemment le pas sur les leçons de morale odieuses derrière lesquelles elles tentent de se dissimuler.

- **S'agissant du Sud-Soudan**, Washington voulait absolument obtenir la partition du Soudan, le plus grand pays d'Afrique, depuis que le régime d'Omar El-Bechir s'était proclamé islamiste et représentait une menace potentielle pour la sécurité d'Israël, à la manœuvre derrière (Ce n'est pas un hasard si l'article du Boston Globe, rapporté ci-dessus, souligne que John Kerry était revenu du Sud-Soudan en passant par Jérusalem). À cette stratégie régionale s'ajoutait un intérêt énergétique majeur puisque la partition du Soudan permettait au nouvel État du Sud-Soudan d'hériter d'environ 70% des gisements de pétrole. Comme ce nouvel État ne devait sa naissance qu'à la volonté américaine, le calcul de Washington était de mettre la main sur cette manne pétrolière.

On notera au passage que les prophéties idylliques faites par John Kerry en 2011 au Sud-Soudan se sont transformées en sinistre cauchemar.

Trois ans après, le Sud-Soudan est en train de sombrer dans la guerre civile et le désastre total. Depuis la mi-décembre 2013, des centaines de personnes ont été tuées dans les combats qui opposent la rébellion de l'ancien vice-président Riek Machar, limogé en juillet, et l'armée sud-soudanaise et des dizaines de milliers de civils ont fui les violences.



Un désastre récent et peu connu de la diplomatie américaine. Comme le titre cet article du Monde du 20 décembre 2013, « Le Soudan du Sud est au bord de la guerre civile ». C'est une bonne illustration de ce que valent les prophéties lyriques et les leçons de morale de Washington, qui ne recouvrent généralement que des calculs du cynisme le plus sordide.

- **S'agissant de l'Ukraine et de la Crimée**, Washington veut poursuivre sa stratégie d'encerclement de la Russie que j'ai maintes fois expliquée dans mes conférences et qui est expliquée sans ambages dans le livre de Zbigniew Brzezinski intitulé *Le Grand Échiquier*.

Les dirigeants américains voulaient absolument préserver l'unité de l'Ukraine - et s'indignent ici de l'idée d'une partition, qu'ils ont au contraire organisée au Soudan ! - dans l'espoir qu'une Ukraine unifiée, entrée dans l'UE et dans l'OTAN, finirait par chasser la Russie de la Crimée. Ce qui serait revenu à priver à terme la flotte militaire russe de facilités stratégiques et d'installations essentielles puisque le port de Sébastopol constitue le seul accès maritime de la Russie aux mers chaudes.

CONCLUSION : LE RÉFÉRENDUM EN CRIMÉE EST UN NOUVEAU SIGNE DU DÉCLIN RELATIF DE LA TOUTE PUISSANCE AMÉRICAINE (ET DE L'UE)

En fait, le référendum en Crimée - et l'annonce immédiate du rattachement effectif de la Crimée à la Russie dès

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
lundi 17 mars - témoigne à la fois du triomphe de la diplomatie russe et de l'échec cinglant des plans mirobolants édifés par les demi-dingues du Pentagone et du Département d'État américain.

Bien entendu, Washington a laissé entendre, dès les résultats connus, que l'on allait voir ce que l'on allait voir. Et ses satellites otanisés, ligotés dans la prétendue « construction européenne », ont poussé des cris d'orfraie impuissants, à la manière d'un sérail d'eunuques tombant en pâmoison devant une maladie de leur maître.

Tout ce petit monde nous annonce des mesures de rétorsion à grand son de trompe. Mais la montagne a de bonnes chances d'accoucher d'une souris, tant les mesures de contre-rétorsion russes qu'elles provoqueraient risqueraient d'avoir un impact bien plus fort contre une Europe déjà en pleine débandade. Et cela d'autant plus que le score de 96.6% de votants en faveur du rattachement à la Russie, doublé d'une participation écrasante, sont quand même des données du monde réel qu'il est difficile de passer par pertes et profits...

En bref, le masque est en train de tomber : l'Occident, complètement dominé par une oligarchie atlantiste demi-folle et plombé par une crise économique, sociale, financière et morale sans précédent, a joué. Et l'Occident a perdu. Échec et mat.

Les protestations de Washington et de ses larbins européistes contre le référendum en Crimée sont à la fois indécentes - par leur cynisme et leur hypocrisie -, et pathétiques, par la fureur impuissante qu'elles trahissent.

C'est un nouveau symptôme du déclin relatif - mais irrésistible - de la toute puissance américaine.

François ASSELINEAU